

<http://www.la-sociale.online/spip.php?article314>

# Le coup de grâce pour le lycée

?

- Ecole -

Date de mise en ligne : vendredi 24 novembre 2017

---

Copyright © La Sociale - Tous droits réservés

---

Le gouvernement Macron-Philippe avance au pas de charge, espérant étourdir tous ses adversaires, anéantir toute résistance. À côté de tous les « chantiers » de la contre-réforme, celui de l'école est ouvert. Dans la ligne de mire : le lycée et le passage dans l'enseignement supérieur.

La phase 1 est engagée. Le baccalauréat n'est plus le premier grade universitaire et donc la carte d'accès à l'Université. On sait depuis des années que les facultés sont devenues trop souvent des voies de garage pour les élèves recalés à l'entrée dans les formations sélectives (BTS, DUT, CPGE, doubles cursus de certaines universités, etc.). Le taux d'échec en première année est dénoncé comme un scandale national depuis très longtemps maintenant. Depuis quelques années, les facultés elles-mêmes sont engorgées et ne peuvent plus accueillir tous les étudiants qui voudraient y entrer, et ce, d'autant plus que l'autonomie des Universités (organisée par les gouvernements de droite et de gauche avec le même enthousiasme a asphyxié bon nombre d'entre elles. Comme dernier recours plusieurs départements universitaires (notamment dans les filières STAPS) ont recruté les étudiants de première année ... par tirage au sort. Comme il fallait un coupable, on a désigné APB (l'application Admission Post-Bac) qui était évidemment étrangère au chaos de la rentrée 2017. Mais c'est bien connu, « c'est la faute à l'ordinateur ». Du coup, pour la rentrée prochaine, APB est modifiée afin de limiter les choix ouverts aux élèves et surtout les conseils de classe, sous la houlette de deux professeurs principaux vont donner un avis (une sorte de pré-sélection) qui pourra être utilisé par l'université pour accepter les nouveaux étudiants. Ainsi se met en place, à petits pas mais sans le moindre doute quant à la direction suivie, la dévalorisation définitive du bac et un nouveau mode de sélection pour l'entrée à l'université.

Ce qui se passe concernant l'entrée à l'Université est à mettre en rapport avec le grand chambardement dans lequel est engagé l'enseignement supérieur avec des fusions d'universités, des fusions d'universités avec les grandes écoles (Centrale et le campus de Saclay par exemple), la constitution de trusts des écoles privées, de manière à construire des « entreprises » d'enseignements ayant une taille suffisante pour être concurrentielles dans le grand marché mondialisé de la production des diplômés.

Phase 2 : Les transformations qui sont en cours au niveau du supérieur exigent donc que le lycée, qui avait survécu à un bombardement intense de « réformes » depuis plusieurs décennies, soit rasé. La fin du baccalauréat comme premier grade universitaire implique un bouleversement de toute l'organisation du lycée. On annonce ainsi la fin des filières (L, S, ES) et l'organisation d'un « lycée à la carte ». Seules trois matières seraient communes à tous les élèves, tout le reste étant constitué de « modules » au choix. L'enseignement serait ainsi vendu « par appartements ». Les avantages de tout cela seraient multiples.

D'abord faire des économies. En gardant des classes à 35 élèves maximum, qu'il n'y ait plus de filières permet de regrouper les élèves sur l'ensemble d'un lycée (demain d'un « bassin » constitué de plusieurs lycées) pour optimiser le remplissage. Ensuite introduire plus facilement de nouvelles disciplines apparaissant sous forme de modules. Ainsi depuis des décennies le MEDEF demande la suppression des « sciences économiques et sociales » (trop « marxistes », sic) qu'on pourrait remplacer par des modules conçus pour les besoins et la gloire de l'entreprise. Caler tout l'enseignement sur les « besoins de l'entreprise », c'est ce qui était déjà demandé par le CNPF en 1967 !

Certes, on n'en est encore qu'aux conjectures. Ce qui filtre du rapport Mathiot n'est peut-être pas ce que sera la réforme définitive. La technique est assez connue : on annonce officieusement un véritable tremblement de terre et quand la vraie réforme viendra sur le tapis on se dira que c'est moins catastrophique que prévu... ce qui permet d'avaler toutes les couleuvres qu'on veut nous faire avaler. Mais la direction est on ne peut plus claire.

Une dernière remarque : rien de tout cela n'est nouveau. En dépit du discours tenu par Blanquer qui se veut « restaurateur » et cherche à séduire les « finkelkrautiens » largement majoritaires chez les professeurs, le gouvernement se situe dans la stricte continuité de ses prédécesseurs. Blanquer défend « l'école du socle », la

## **Le coup de grâce pour le lycée ?**

---

décentralisation, le pouvoir accru des chefs établissements, le décloisonnement des disciplines, bref tout ce qui figurait dans la loi de « refondation républicaine de l'école » présentée par Peillon et dans les orientations de NVB. Ici comme ailleurs, le macronisme n'est que du hollandisme jusqu'au bout.